

## **COMPTE RENDU DE CONFERENCE**

### **Objet : 15<sup>ème</sup> édition du Point Economique de la DPEE**

La quinzième édition du **Point Economique de la Direction de la Prévision et des Etudes Economiques (DPEE)** s'est tenue le vendredi 16 mai 2014 à partir de 9h30mn à l'hôtel King Fahd Palace (ex Méridien Président) de Dakar. Le thème à l'ordre du jour, qui a porté sur « *La situation économique et financière de 2013 et les perspectives pour 2014* », a été présenté par **M. Abdoulaye FAME, chef du bureau du secteur productif et de la compétitivité.**

La rencontre a été présidée par **M. El Hadji Ibrahima SALL, ancien Ministre du Plan et Président de l'Université polytechnique de l'ouest africain (UPOA)** qui a souligné, à l'entame de son propos, que le point économique est un cadre d'échanges permettant d'approfondir la réflexion sur la conduite de la politique économique au Sénégal. Le rôle de modérateur a été assuré par **M. Mor Talla KANE, Secrétaire Exécutif de la Confédération Nationale des Employeurs du Sénégal (CNES).**

**M. Serigne Moustapha SENE, adjoint du directeur de la Prévision et des Etudes Economiques** a remercié les différents participants pour l'intérêt qu'ils ont toujours porté aux éditions du point économique, lequel est un cadre de dialogues autour des questions économiques au Sénégal et dans la sous-région.

A la suite du mot de bienvenue de M. SENE, M. Abdoulaye FAME de la DPEE a fait une présentation sur l'environnement économique international en 2013, la situation économique et financière du Sénégal en 2013, les perspectives en 2014 et les risques. Les principaux enseignements sont les suivants.

L'environnement économique international en 2013 a été marqué par la faiblesse de l'activité dans la zone Euro, le ralentissement de la croissance mondiale et la décélération de la croissance dans les pays émergents et en développement. Ainsi, la faiblesse de la demande mondiale a tiré à la baisse la croissance mondiale qui est ressortie à 3% en 2013 contre 3,2% en 2012.

Au Sénégal, il est observé une légère amélioration de la croissance qui s'est établie à 3,5% en 2013 contre 3,4% en 2012. L'activité économique a été principalement tirée par les secteurs tertiaire et primaire. Le secteur primaire a toutefois connu un ralentissement avec une progression de 3,3% en 2013 contre 8,9% en 2012. Cette décélération est imputable à la baisse de la production de

l'agriculture industrielle mais également aux difficultés notées dans la production céréalière. Cette contreperformance a été atténuée par la bonne performance notée dans l'horticulture qui a affiché une nette évolution par rapport à 2012. Dans le secteur secondaire, une baisse de 1,5% a été observée en 2013 contre une progression de 1,6% en 2012. Ce repli s'explique notamment par la contraction de l'extraction de phosphates, la baisse de la production d'or mais également par l'impact négatif de la crise malienne sur la production de ciment. Cependant, un dynamisme est noté dans les sous-secteurs de la construction et de l'énergie. Au niveau du secteur tertiaire, il est relevé un renforcement significatif de l'activité avec une hausse de 6,4% en 2013 contre 3,3% en 2012. Ce résultat traduit le dynamisme noté dans les sous-secteurs du transport, des postes et télécommunications et des services financiers. S'agissant de l'inflation, une quasi-stabilité des prix (+0,7%) est notée grâce au niveau favorable des cours des produits alimentaires et énergétiques.

Au chapitre des finances publiques, l'année 2013 a été une année budgétaire particulièrement difficile. En effet, les recettes budgétaires n'ont progressé que de 0,7% du fait principalement de la faiblesse de l'activité économique, des pertes de recettes qui ont résulté de la baisse de l'impôt sur le revenu ainsi que des arriérés fiscaux de la SENELEC. Ainsi, la pression fiscale s'est établie à 18,3% contre 18,6% en 2012. En raison notamment de la baisse des recouvrements, une baisse de 1,5% des dépenses publiques a été opérée, donnant lieu ainsi à une amélioration du déficit budgétaire qui est ressorti à 5,5% du PIB en 2013 contre 5,8% du PIB en 2012.

Quant aux échanges extérieurs, ils sont caractérisés par une dégradation de la balance commerciale en 2013. En effet, le déficit de la balance commerciale est ressorti à 21,4% du PIB en 2013 contre 20,5% en 2012. Cependant, le déficit courant mesuré en pourcentage du PIB s'est légèrement amélioré, passant de 10,9% du PIB en 2012 à 10,8% en 2013. Le compte de capital et d'opérations financières a dégagé un excédent qui n'a compensé qu'en partie le déficit du compte courant. Au total, le solde de la balance des paiements est ressorti avec un déficit de 21,1 milliards en 2013. Dès lors, au titre de la situation monétaire, les avoirs extérieurs nets se sont dégradés de 21,1 milliards. En revanche, le crédit intérieur a affiché une progression de 14,6% par rapport à 2012. Reflétant ses contreparties, la masse monétaire s'est renforcée de 8%.

En termes de perspectives pour 2014, une amélioration de l'environnement international est attendue, une normalisation de la situation au Mali ainsi que la poursuite de l'exécution des grands travaux de l'Etat et le démarrage effectif de la mise en œuvre du Plan Sénégal Émergent (PSE). Le taux de croissance est ainsi projeté à 4,9% en 2014 avec une progression attendue à 7,3% dans le secteur primaire, 5,3% dans le secteur secondaire et 4,6% dans le tertiaire. Le déficit budgétaire est pour sa part projeté à 5,1% du PIB. Le déficit du compte courant est projeté à 8,9% du PIB en 2014. Des risques substantiels pèsent sur les prévisions de la croissance de 2014. Parmi ceux-ci, figurent éventuellement la persistance de la faiblesse de la demande mondiale, une envolée des cours des

produits énergétiques et alimentaires de même qu'un retard dans la mise en œuvre du PSE et les aléas climatiques.

Les discussions et compléments d'informations ayant suivi la présentation sont résumés ci-après :

- ✚ En plus des raisons évoquées pour expliquer les contre performances du secteur agricole, la salinisation des terres ainsi que leur dégradation provoqueraient une baisse de 14% de la superficie des terres emblavées.
- ✚ Au niveau des perspectives de 2014, bien que la situation au Mali se soit améliorée, il est important de prendre en compte la montée en puissance de l'unité de production de ciment récemment implantée au Mali, qui pourrait réduire nos ventes en direction de ce pays.
- ✚ Les analyses des tendances économiques portant sur deux années successives semblent restrictives et il peut être envisageable d'étendre la fourchette comparative sur un horizon temporel plus dégagé.
- ✚ Après les constats des tendances macroéconomiques dans les documents présentant la SEF, les analyses devraient être approfondies pour déboucher sur des recommandations fortes en faveur des mesures de correction des distorsions et de résorption des déséquilibres. De même, la SEF a relevé un certain nombre de risques et il serait opportun de définir des mécanismes de prévention de ces risques.
- ✚ Les techniciens des ministères ont été invités à approfondir davantage la réflexion sur les problèmes qui ont été soulevés et qui relèvent de leurs domaines de compétence. Par exemple, la question de la reconstitution du capital semencier devrait être davantage prise en charge par l'Institut Sénégalais de Recherches Agricoles (ISRA).
- ✚ A propos des semences certifiées qui expliquent en partie les contreperformances du secteur agricole, notamment celles de la culture de l'arachide, il a été expliqué que les semences peuvent être certifiées et non adaptées à un écosystème. En outre, il existe un programme de reconstitution du capital semencier sur une durée de cinq ans avec l'ISRA comme structure coordinatrice.
- ✚ A partir de la présentation de la SEF, notamment des activités présentant des performances, il a été suggéré d'identifier des niches fiscales. A titre d'illustration, la contribution spéciale appliquée au secteur des mines peut être affinée en ciblant les sous- secteurs qui peuvent être taxés en fonction de leur activité.
- ✚ Afin de préserver le volume de ses exportations dans la sous-région, le Sénégal doit prendre en compte la reprise économique ivoirienne ainsi que les menaces nées du renforcement de l'axe Abidjan-Bamako. La reprise de l'économie ivoirienne risque de plomber les exportations sénégalaises vers le Mali.

- ✚ Les crédits à l'économie ne provoquent pas une hausse du PIB aussi importante en ce sens qu'une bonne partie de ces crédits est destinée à l'investissement non productif et à la consommation. Concernant les secteurs, il est également constaté que le secteur tertiaire est le plus financé au détriment du secondaire qui est considéré comme présentant plus de risques sans rendement immédiat.
- ✚ Il a été proposé de partager dans la mesure du possible les documents avant la tenue des éditions de point économique afin de permettre aux participants de mieux préparer leurs contributions.
- ✚ Même si la tâche est ardue étant donné les nombreux paramètres non maîtrisables, aussi bien sur l'environnement international qu'au plan interne, la DPEE doit chercher en permanence à expliquer ses hypothèses de projections et veiller au mieux à la réduction des écarts avec les réalisations.
- ✚ Quant aux perspectives pour 2014, un scepticisme a été noté relativement au traitement de la crise malienne et de la situation de la zone Euro. En effet, la reprise de l'Europe est quelque peu surestimée dans la mesure où les Etats sont divisés sur la question de l'Union même sans compter le flou sur l'avenir des politiques communautaires. En plus, l'appréciation de l'euro face au dollar rend l'économie européenne moins compétitive et par ricochet, affecte le déficit de la balance commerciale du Sénégal. Concernant la crise au Mali, le problème majeur est la lenteur de la normalisation.

La DPEE a renouvelé ses remerciements aux participants en promettant un traitement diligent des recommandations pour de meilleures politiques.

Le Président de séance a réitéré ses remerciements à l'assistance et a clôturé la séance à 13h10mns.